

PROBABLE REDDITION DE DEUX GROUPES TERRORISTES À LAKHDARIA

L'État refuserait de verser les 500 millions exigés pour chacun

De sources bien informées, on apprend que les négociations entre le pouvoir et deux groupes terroristes — et non un groupe comme nous l'annoncions dans l'une de nos précédentes éditions — activant dans la région de Kadiria et Lakhdaria, sous la houlette de la phalange El Farouk, appartenant au GSPC, buteraient sur l'indemnité de 500 millions exigée par ces terroristes contre leur reddition.

Selon nos sources, les contacts que les services de sécurité avaient permis et même encouragés entre les terroristes encore en activité et leurs parents avaient abouti à un accord de principe avec deux groupes terroristes, dont l'un avait installé son QG à Beni Maând, à Kadiria, et composé de 22 éléments

et le deuxième stationné du côté de Oualbane, dans la région de Lakhdaria, et composé de 18 éléments.

Cependant, les conditions que ces deux groupes terroristes avaient posées contre le dépôt des armes n'ont pas été satisfaites par le pouvoir. Du moins celle consistant en le versement de 500 mil-

lions de centimes pour chacun des terroristes repentis. Selon nos sources, même le principe de l'annulation des poursuites judiciaires et, donc, d'une amnistie générale contre ces éléments, telle que souhaitée par ces deux groupes, aurait été refusé par le pouvoir qui pose le principe du cas par cas.

Ainsi, selon nos sources, les terroristes ayant participé aux carnages de citoyens ou à la destruction des biens économiques, ainsi que ceux qui sont impliqués dans les attentats à l'explosif, seraient exclus de ces mesures et devraient, même après leur reddition,

passer par la justice où ils seront jugés. Cependant, ceux-ci bénéficieraient des circonstances atténuantes et verraient leurs peines allégées. Or, sur ces deux points, les deux groupes sont toujours réticents. Mais en attendant, ils ont été déplacés vers un endroit tenu secret, et ce, afin d'échapper à la chasse aux sorcières lancée par l'«émir» de la phalange El Farouk, qui n'est autre que Doukmir, de son vrai nom El Makhfi Rabah.

Ce dernier, se sachant condamné puisque étant un ancien déserteur de l'armée algérienne, il serait, même après sa reddition, poursuivi par un tribunal militaire, fait tout

pour dissuader les autres éléments de sa phalange de se rendre.

D'après nos sources, c'est son groupe qui serait derrière les derniers attentats à la bombe qui ont coûté la vie à un garde communal au début du mois de mai, et récemment, la bombe qui a explosé à Kadiria, blessant un garde communal.

L'«émir» Doukmir est en train d'opérer un véritable forcing au sein de ce qui reste de sa phalange afin de tuer dans l'œuf toute velléité de repentance ou de reddition.

Aussi, ce fut à la lumière de toutes ces données que les services de sécurité avaient fait déplacer les

deux groupes, qui ont observé une trêve, vers un endroit tenu secret.

Et en attendant la conclusion d'un accord final qui satisferait tout le monde, les services de sécurité poursuivent leur lutte antiterroriste au niveau de la région comprise entre Aomar et Lakhdaria, lieu où active la phalange El-Farouk qui reste toujours dangereuse malgré la trêve annoncée par une quarantaine de ses éléments.

Ceci d'autant plus que la région est considérée comme un lieu de repli des terroristes acculés du côté de Sidi-Ali Bounab, dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

H. M.

TIARET

Un an de prison pour l'imam voleur

Une année d'emprisonnement assortie d'une amende de 10 000 DA, tel a été le verdict prononcé dans l'affaire de vol dans laquelle est impliqué un imam officiant au sein de la mosquée Rahma, dans la partie sud de Tiaret.

Les faits remontent au 29 mars dernier lorsque l'imam a été surpris en train de dérober une somme d'argent du coffre réservé aux dons et quêtes des fidèles. Pour rappel, l'affaire a éclaté après que le gardien de ce lieu de culte eut filmé l'inculpé en flagrant délit de vol.

Ce qui a incité la corporation des imams de la wilaya à réagir en demandant aux autorités compétentes de prendre des mesures, dont, principalement, la suppression desdits coffres et des collectes à l'intérieur des mosquées.

Mourad B.

TIZI-OUZOU

Un garde communal tué, deux militaires blessés à Mizrana

L'accalmie aura été finalement brève en Kabylie, après plusieurs semaines marquées par de multiples actes terroristes commis dans diverses régions de la wilaya de Tizi-Ouzou, auxquels les services de sécurité, l'ANP en particulier, ont répliqué par des opérations qui avaient permis la neutralisation d'une dizaine de terroristes entre fin avril et début mai derniers.

C'est de nouveau, sur le territoire de la commune de Mizrana, au nord de Tizi-Ouzou, que le dernier acte terroriste en date a été commis.

Cela s'est passé dimanche en début de soirée lorsque des militaires, accompagnés de gardes communaux, faisant partie d'un dispositif enclenché la veille pour un ratissage, ont été surpris par l'explosion d'une bombe dans les environs du lieudit M'liha.

L'explosion de l'engin, de fabrication artisanale, a tué un auxiliaire des services de sécurité et blessé deux militaires, selon un bilan non officiel, confirmé auprès de sources bien informées de la question sécuritaire en Kabylie.

On rappellera que c'est dans les environs de cette même région que, il y a un peu plus d'un mois, deux gardes communaux ont péri dans l'explosion d'une bombe artisanale actionnée par des tirs de kalachnikovs de terroristes embusqués.

A. M.

SESSION CRIMINELLE DE BOUIRA

10 ans de réclusion criminelle pour soutien au terrorisme

La session criminelle de la cour de justice de la wilaya de Bouira a eu à statuer, hier, sur le cas d'un réseau de soutien au terrorisme démantelé en début d'année, au niveau de la commune de Kadiria.

Ce réseau est composé de quatre personnes, les deux frères M. Redouane, âgé de 28 ans, et Ali, 23 ans, tous deux agriculteurs au village Béni Maând, et de R. Saïd, âgé de 55 ans, commerçant établi à Tiliouine à Lakhdaria, et A. Achour, 26 ans, transporteur et habitant le village Béni Maând.

Les faits remontent au début de l'année, lorsque, agissant sur des renseignements, les services de sécurité ont mis au jour un réseau de soutien au terrorisme.

Après l'interpellation de M. Redouane, les services de sécurité se sont rendus à son domicile où ils ont découvert 25 kg d'engrais, des livres subversifs et des cassettes audio appelant au djihad.

Lors de son interrogatoire, M. Redouane a reconnu être le propriétaire des engrais et des documents trouvés chez lui mais aussi être en relation avec un groupe terroriste dirigé par un certain Nedjar Belkacem, un terroriste notoire activement



Photo : Samir Sid.

Le principal accusé a été condamné à 10 ans de prison ferme.

recherché par les services de sécurité. Dans sa déposition, M. Redouane citera les personnes avec lesquelles il travaille en étroite collaboration, entre autres, R. Saïd et A. Achour.

Entre-temps, les services de sécurité ont inculqué également le frère de Redouane, Ali, pour complicité puisque vivant avec son frère sous le même toit.

Hier, lors du procès, les accusés sont revenus sur leurs dépositions en disant que celles-ci ont été faites sous la pression et la torture.

Cependant, le juge a insisté sur la quantité d'en-

grais (3 tonnes) acquise d'une manière illégale et sans autorisation par Redouane.

Ce dernier dira que les engrais ont été utilisés pour le demi-hectare cultivé. Un argument qui n'a convaincu personne.

En outre, s'agissant des documents subversifs retrouvés chez lui, l'accusé a nié en bloc leur existence.

De même pour les trois autres accusés, chacun d'eux a nié les faits retenus contre lui.

Le procureur de la République, qui s'est basé sur les dépositions, à savoir l'existence d'engrais détenus illégale-

ment, de livres subversifs et de cassettes audio appelant au djihad, a requis 20 ans de réclusion criminelle pour les deux frères M., coupables du délit de soutien au terrorisme, ainsi que de détention de documents subversifs et de matières servant à la fabrication d'explosifs.

En outre, il requerra 10 ans de réclusion criminelle pour les deux autres accusés R. Saïd et A. Achour.

Après délibérations, M. Redouane, reconnu coupable, a été condamné à 10 ans de réclusion criminelle, alors que M. Ali, R. Saïd et A. Achour ont été relaxés.

H. M.